



OUTIL D'EXPLOITATION

En 1975 se réunit au Domaine national de Rambouillet le premier G6 à l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing. C'est à la fin des années 1990 que le G6 devient G8 avec l'adhésion de la Russie postsoviétique. Il faudra attendre 2009 pour voir entrer de nouveaux membres dans l'Organisation désormais appelée G20.

Nous proposons ici quatre documents permettant de dresser le contexte historique de la création du G6 et de son évolution :

1. DÉCLARATION DE RAMBOUILLET DU 17 NOVEMBRE 1975

« Questions économiques et financières

Les chefs d'État et de Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'Italie et du Japon se sont réunis au château de Rambouillet du 15 au 17 novembre 1975 et sont convenus de la déclaration suivante :

1. Pendant ces trois jours, nous avons procédé à un échange de vues approfondi et positif sur la situation économique mondiale, les problèmes économiques communs à nos pays, leurs conséquences humaines, sociales et politiques et les programmes d'action destinés à les résoudre.

2. Nous nous sommes réunis parce que nous partageons les mêmes convictions et les mêmes responsabilités. Nous sommes chacun pour notre part responsables de la conduite d'une société ouverte, démocratique, profondément attachée à la liberté individuelle et au progrès social. Notre succès renforcera, et cela de façon décisive, l'ensemble des sociétés démocratiques. Chacun d'entre nous a la responsabilité d'assurer la prospérité de l'économie d'un pays industriel important. La croissance et la stabilité de nos économies aideront à la prospérité de l'ensemble du monde industriel et des pays en développement.

3. Pour atteindre ces objectifs, dans un monde marqué par une interdépendance croissante, nous sommes décidés à assumer pleinement nos responsabilités et à développer nos efforts en vue d'une coopération internationale accrue et d'un dialogue constructif entre tous les pays, dépassant les disparités de leur développement économique, l'inégalité des ressources dont ils disposent et les différences de leurs systèmes politiques et sociaux.

4. Les démocraties industrielles sont décidées à venir à bout du haut degré de chômage, de l'inflation continue et des graves problèmes de l'énergie. Le but de notre réunion a été d'examiner les progrès que nous avons accomplis, d'identifier plus précisément les problèmes que nous devons résoudre et de fixer la direction que nous aurons à suivre à l'avenir.

5. La tâche la plus urgente consiste à assurer le redressement de nos économies et à réduire le gaspillage de ressources humaines que provoque le chômage. En confortant ce redressement, il est essentiel d'éviter le déchaînement de nouvelles forces inflationnistes qui mettraient en danger le succès de cette reprise. L'objectif doit être une croissance stable et durable. Ainsi, la confiance des consommateurs et des entreprises sera-t-elle rétablie.

6. Nous avons la conviction que nos politiques actuelles sont compatibles et complémentaires et que le redressement est bien engagé. Nous n'en reconnaissons pas moins le besoin de rester vigilants et de garder à nos politiques la capacité d'adaptation nécessaire. Nous ne permettrons pas que la reprise échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée de l'inflation.

7. Nous nous sommes aussi attachés à définir les nouveaux efforts qui sont nécessaires dans les domaines du commerce international, des questions monétaires et des matières premières, y compris l'énergie.

8. Au fur et à mesure des progrès de la reprise et du nouveau développement des économies nationales, nous devons chercher à rétablir l'augmentation du volume des échanges commerciaux, maintenir un système d'échanges ouvert et renforcer la croissance et la stabilité des prix. Au moment où des pressions en vue d'un retour au protectionnisme se développent, il est essentiel que les principales nations commerçantes confirment leur fidélité aux principes de l'engagement sur le commerce de l'O.C.D.E. et qu'elles évitent de recourir à des mesures dont l'intention serait de leur apporter la solution de leurs problèmes au détriment d'autres pays, avec des effets préjudiciables dans les domaines économique, social et politique. Tous les pays, surtout ceux dont la position en matière de balance de paiements est forte et ceux qui ont des déficits des paiements courants, portent la responsabilité de mettre en œuvre des politiques qui permettent l'expansion du commerce mondial à leur avantage mutuel.

9. Nous estimons que les négociations commerciales multilatérales devraient être accélérées. Conformément aux principes énoncés dans la déclaration de Tokyo, elles devraient viser à des réductions tarifaires substantielles, et même à la suppression des droits de douane dans certains domaines, à élargir de manière significative les échanges agricoles et à réduire les mesures non tarifaires. Elles devraient viser à obtenir le plus haut niveau possible de libéralisation des échanges. Nous nous proposons comme but d'achever les négociations en 1977.

10. Nous recherchons un développement régulier et fructueux de nos relations économiques avec les pays socialistes en tant qu'élément important du progrès dans la détente, ainsi que de la croissance économique mondiale.

Nous accentuerons également nos efforts pour parvenir à une conclusion rapide des négociations actuellement en cours au sujet des crédits à l'exportation.

11. En ce qui concerne les problèmes monétaires, nous affirmons notre intention d'œuvrer en faveur d'une plus grande stabilité. Ceci implique des efforts en vue de restaurer une plus grande stabilité dans les conditions de base de l'organisation économique et financière mondiale. Simultanément, nos autorités monétaires agiront pour contrecarrer le désordre des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change.

Nous avons noté avec satisfaction le rapprochement, intervenu à la demande de nombreux autres pays, entre les points de vue des États-Unis et de la France au sujet du besoin de stabilité que la réforme du système monétaire international doit promouvoir. Ce rapprochement facilitera un accord dans le cadre du Fonds Monétaire International à la prochaine session du Comité intérimaire sur les questions en suspens de la réforme monétaire internationale.

12. Des rapports de coopération et une meilleure compréhension entre les pays en développement et le monde industrialisé sont fondamentaux pour la prospérité de chacun.

Une croissance soutenue de nos économies est nécessaire à la croissance des pays en développement et celle-ci apporte une contribution appréciable à la bonne santé de nos propres économies.

Les importants déficits actuels des paiements courants des pays en développement constituent pour eux un problème grave ainsi que pour le reste du monde. Ce problème appelle des actions complémentaires diverses. Des propositions récentes faites dans plusieurs réunions internationales ont déjà amélioré le climat des discussions entre pays développés et pays en développement ; toutefois, des

actions concrètes et rapides sont nécessaires pour aider les pays en développement. En conséquence, nous jouerons notre rôle au Fonds Monétaire International et dans les autres instances internationales compétentes, en apportant rapidement des améliorations aux accords internationaux sur la stabilisation des recettes d'exportation des pays en développement et en prenant les mesures propres à contribuer au financement de leurs déficits. Dans ce contexte, il convient de donner la priorité aux pays en développement les plus pauvres.

13. L'expansion économique mondiale est manifestement liée à la disponibilité croissante de sources d'énergie. Nous sommes résolus à assurer à nos économies les ressources énergétiques nécessaires à leur croissance. Nos intérêts communs rendent nécessaires que nous continuions de coopérer afin de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'énergie importée par la conservation et le développement de sources alternatives. Par ces mesures, ainsi que par une coopération internationale entre pays producteurs et consommateurs conforme à leurs intérêts à long terme, nous n'épargnerons aucun effort pour assurer des conditions plus équilibrées et un développement harmonieux et régulier du marché énergétique mondial.

14. Nous nous félicitons de la convocation pour le 16 décembre de la Conférence sur la Coopération Économique Internationale. Nous conduirons ce dialogue dans un esprit positif afin d'assurer que les intérêts de toutes les parties soient sauvegardés et promus. Nous sommes convaincus qu'il est de l'intérêt vital des pays industrialisés et des pays en développement que l'économie mondiale se développe avec succès et qu'elle soit fondée sur des relations politiques de coopération.

15. Nous sommes décidés à intensifier notre coopération sur tous ces problèmes au sein des institutions existantes aussi bien que de toutes les organisations internationales approuvées. »

Déclaration de Rambouillet, 17 novembre 1975
http://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet_du_G6_1975

2. DU G6 AU G20 : LE POIDS DE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE DEPUIS LES ANNÉES 1970

« De 1945 aux années 1960, les économies européennes et japonaise se reconstruisent et découvrent l'abondance. Autour des États-Unis s'est édifié un système occidental à la discipline précise, les accords de Bretton Woods de juillet 1944. Les échanges commerciaux se multiplient et se libéralisent. Mais, avec les années 1970, quatre chocs se cumulent, balayant à la fois des règles établies et poussant à la recherche de modes de gestion plus compréhensifs, plus flexibles. [...] En janvier 1976, les accords de Kingston (Jamaïque) officialisent l'abandon des parités fixes pour un système de taux de change flottants. [...] Les chocs pétroliers marquent l'entrée dans le jeu économique mondial d'un nouveau groupe d'États les pays exportateurs d'hydrocarbures. [...] Enrichissement des sociétés occidentales par les Trente Glorieuses, internationalisation des entreprises, création incessante de techniques financières de plus en plus sophistiquées, interconnexion des marchés, tous ces facteurs créent un marché mondial des capitaux. Au-delà se dessinent déjà d'autres marchés mondialisés, comme celui de la main-d'oeuvre. [...] Enfin, dans les années 1970, électronique, informatique et télécommunications se diffusent, imposant ou rendant possibles de nouveaux modes de gestion. L'information devient surabondante, elle appartient à tous. La maîtriser devient un enjeu politique majeur. [...] La création du G6 [le G7 sans le Canada (1977) et le G8 sans la Russie (1991)] est indissociable de cet environnement.

Dans les années 1970 et 1980, la vague de fond de la mondialisation se gonfle, elle ne déferle pas encore. Au lendemain de la mort du Grand Timonier (9 septembre 1976), la Chine de Deng Xiaoping opte pour les Quatre Modernisations et son économie décolle. [...] Les autres colosses du Sud, notamment l'Inde dans les années 1990, admettent que la seule modernisation efficace et crédible réside dans la plongée dans la compétition mondiale. En 1989-1991, la banquise soviétique s'effondre, les démocraties populaires d'Europe centrale et orientale s'écroulent, l'URSS est liquidée. En un quart de siècle (1975-

2000), de nombreux pays dans le monde, de l'Asie dans son ensemble à l'Amérique du Sud, basculent dans la mondialisation. Les marchés nationaux s'ouvrent, les investissements étrangers sont avidement courtisés et se multiplient, la libre circulation des capitaux et le respect de la propriété privée sont acquis, des pans entiers de secteurs publics sont privatisés. [...] Cet élargissement brutal et spectaculaire du paysage économique international, devenant mondial, appelle inévitablement une restructuration radicale de la gouvernance internationale, et plus précisément l'invention d'un G... 20. »

Source : Ph. Moreau Defarges : « du G7 au G20 : vers une multipolarité élargie », *Questions internationales* n°43, mai-juin 2010. Sommaire du numéro consultable à <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues-collections/questions-internationales/43/sommaire43.shtml>

3. NAISSANCE DU G20 ET BILAN DES G20

« Le G20 a été créé en 1999, en réponse aux crises financières qui ont touché les pays émergents pendant les années 1990, notamment la crise asiatique. Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays industrialisés et émergents se sont réunis une fois par an dans ce format. En 2008, face à la crise financière mondiale, le G20 a été promu en forum de pilotage de l'économie mondiale, désormais au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. La montée en puissance du G20 va de pair avec une perte d'importance du G8. Représentant 85% de l'économie mondiale et 66% de la population mondiale, le G20 reflète mieux les réalités du 21^{ème} siècle.

Bilan de cinq sommets du G20 :

- Coordination des mesures pour limiter les effets de la crise au niveau national (mesures de soutien aux activités de crédit des banques, injections de liquidités par les banques centrales, plans de relance, etc.) : l'idée est d'optimiser la réponse politique et d'éviter des problèmes d'action collective (passagers clandestins). Pourtant, la coopération ne s'est pas faite sans frictions ou réflexes protectionnistes. Deux exemples sont les querelles sur la clause « Buy America » du plan de relance américain et les querelles monétaires, notamment la sous-évaluation du taux de change de la monnaie chinoise.
- Détermination de l'agenda de réforme pour la régulation et la surveillance financières.
- Renforcement des capacités d'aide des institutions financières internationales. Le sommet de Washington, par exemple, a augmenté les ressources du FMI et des banques de développement de 850 milliards €.
- Réformes des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, CSF*,...) pour accroître leur efficacité ainsi que leur légitimité, notamment en tenant compte du poids croissant des pays émergents. »

Source : Sebastian Paulo, *L'Europe et la crise mondiale expliquée en 10 fiches*, Fondation Robert Schuman, avril 2011.

Note : CSF = Conseil de Stabilité Financière ou FSB, *Financial Stability Board* en anglais.

Proposition pédagogique :

Montrer les circonstances et la genèse de la gouvernance économique mondiale et son évolution depuis les années 1970.